

Aubière, le 08 Juillet 2024



UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE
Monsieur Mathias BERNARD
Président

49 boulevard François Mitterrand
63000 CLERMONT-FERRAND

Les Services Techniques



Pierre-Louis MARTY
Directeur des Services Techniques

☎ 04.73.44.01.09
mail. services.techniques@ville-aubiere.fr

V/Réf :

N/Réf : PL M / Sa.s.



LETTRE RECOMMANDEE AVEC ACCUSE RECEPTION

Objet : Établissement « UCA – CEZEAUX – BATIMENT 2 INFORMATIQUE ET R&T »

Monsieur le Président,

Suite au passage de la Commission d'Arrondissement de sécurité contre les risques d'Incendie et de panique dans les ERP en date du **06 Mai 2024** dans l'établissement cité en objet, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint :

- 👉 Le rapport relatif à cette visite
- 👉 L'arrêté de maintien en fonctionnement de cet établissement

Aussi, la poursuite d'exploitation est conditionnée par la réalisation des prescriptions émises par la Commission d'Arrondissement de Sécurité dans des délais fixés sur l'arrêté joint.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes respectueuses salutations.

Le Maire
Par délégation du Maire



Claude AIGUESPARSES
Adjoint à l'urbanisme

Pôle métier
Groupement prévention
Établissements recevant du public

Réf. : PM/GP/DFM/CCA/D-2024-001649
Affaire suivie par :
Agent préventionniste SDIS 63
☎ : 04-73-98-65-50
✉ : 04-73-98-65-59
💻 : secretariat-prevention@sdis63.fr

Groupe de visite de la commission d'arrondissement de sécurité

Code	E01400244-000
Établissement	UCA - CEZEAUX - IUT BATIMENT 2 INFORMATIQUE et R&T
Classement	Type R de catégorie 3
Adresse	5 avenue Blaise Pascal - Campus des Cézeaux 63170
Commune	AUBIERE
Ouverture le	
Dernière visite périodique le	18/05/2021 ⇒ AVIS : Favorable
Date et type de visite	06/05/2024 Visite périodique
Prochaine visite périodique avant le :	05/2027

Propriétaire	Université d'Auvergne Clermont Monsieur Mathias BERNARD Boulevard François MITTERRAND 63000 CLERMONT-FERRAND
--------------	---

Exploitant et Responsable unique de sécurité	Monsieur Jean-Paul RAOUL 5 avenue Blaise PASCAL 63170 AUBIERE 06.31.51.32.16 j-paul.raoul@uca.fr
--	--

Références :

Convocation écrite du : 15 avril 2024.

I- ÉLÉMENTS DESCRIPTIFS :

I-1 Historique :

L'implantation de cette activité dans ce bâtiment s'est faite en 1968.

La modification de l'aménagement de la salle C5 et A10 a été autorisée par l'autorisation de travaux de n° inconnu après l'avis de la commission intercommunale de sécurité (CIS) du 06/09/2000.

Le 01/03/2005, la commission d'arrondissement de sécurité (CAS) effectue une visite périodique de contrôle de l'établissement. Elle émet un avis défavorable au fonctionnement de l'établissement (désenfumage, compartimentage, alarme...).

Le reclassement de l'établissement s'est fait en séance de la sous-commission départementale de sécurité (S/C ERP-IGH) du 10/03/2005, il est classé en type R de la 3^e catégorie.

La mise en sécurité de l'établissement ainsi que des travaux à réaliser au 1^{er} étage autorisés par l'autorisation de travaux n° AT 014 05 T 0003 et 0004 après l'avis de la S/C ERP-IGH du 13/10/2005 semblent avoir été réceptionnés par la CAS en date du 30/08/2006.

La création d'un ascenseur autorisée par l'autorisation de travaux n° AT 014 05 T 0064 après l'avis de la S/C ERP-IGH du 26/01/2006 semble avoir été réceptionnée par la CAS en date du 30/08/2006.

Le réaménagement des sanitaires autorisé par l'autorisation de travaux n° AT 014 06 T 0006 après l'avis de la S/C ERP-IGH du 27/06/2006 a été réceptionnée par la CAS en date du 09/06/2008.

Le 28/08/2009, la CAS effectue une visite périodique de contrôle de l'établissement. Celle-ci émet un avis défavorable au fonctionnement de l'établissement (défaut de SSI). L'avis est levé en visite du 02/09/2009.

La création d'un local serveur autorisée par l'autorisation de travaux n° AT 014 13 G 0004 après l'avis de la S/C ERP-IGH du 11/04/2013 **n'a pas été réceptionnée**.

Le changement de SSI de l'ensemble des bâtiments de l'IUT situé dans le bloc central, autorisé par l'autorisation de travaux n° AT 014 16 G 0052 après l'avis de la S/C ERP-IGH du 01/12/2016 a été réceptionné par la CAS du 28/11/2017.

La commission de sécurité émet un **avis favorable au fonctionnement** de l'établissement depuis le 02/09/2009. La dernière visite périodique date du 18/05/2021.

Dérogation :

- Aucune.

I-2 Description de l'établissement :

Cet établissement possède une façade accessible.

La hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public est **inférieure** à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours. La desserte est assurée par une **voie engins** depuis l'avenue des Landais.

Il est isolé de tous **tiers en vis-à-vis** par éloignement à plus de 4 mètres.

L'établissement, à R + 2 sur sous-sol, est distribué de la façon suivante :

- **Au 2^{ème} étage :**
 - 15 bureaux ;
 - 3 salles de TP ;
 - 5 salles de TD ;

- des locaux techniques ;
- des sanitaires.
- **Au 1^{er} étage :**
 - un bureau ;
 - le secrétariat ;
 - une salle technologie ;
 - une salle laboratoire ;
 - 2 salles informatique ;
 - 6 salles de TP ;
 - 6 salles de TD ;
 - des sanitaires.
- **Au rez-de-chaussée :**
 - 6 salles de TD ;
 - 4 salles de TP ;
 - une salle BDE ;
 - un local serveur ;
 - un local info ;
 - une salle d'examen ;
 - des vestiaires ;
 - des sanitaires.
- **Au sous-sol :**
 - un local sous-station ;
 - une galerie technique.

Nota : il y a présence de sanitaires dans les cages d'escaliers des niveaux supérieurs (réglementation de 1965).

Le bâtiment est constitué d'une structure béton préfabriqué stable au feu de **degré inconnu** pour ce qui concerne les éléments principaux. Les éléments de structure de la toiture sont stables au feu de **degré inconnu** ou n'ont **aucune stabilité** au feu en application de CO13§3. Les planchers sont coupe-feu de **degré inconnu**.

La distribution intérieure est un **cloisonnement traditionnel** coupe-feu de **degré inconnu**.

Les **circulations** sont recoupées tous les 25 à 30 mètres par des parois et blocs-portes pare-flammes de degré ½ heure.

Les **escaliers** sont encloisonnés, les blocs-portes pare-flammes de degré ½ heure, leur fermeture est asservie au SSI.

Les locaux considérés à **risques moyens d'incendie** sont les locaux techniques et le local serveur. Ces locaux sont isolés par des murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure et par des blocs-portes coupe-feu de degré ½ heure équipés de ferme-portes.

Les dégagements pour l'évacuation des personnes sont détaillés de la façon suivante :

NIVEAUX	Public	Personnel	Cumul	Dégagements exigibles	Dégagements réalisés	OBSERVATIONS
2 ^{ème} étage	173	15	188	2 dégagements totalisant 3 UP	3 dégagements totalisant 6 UP	RAS
1 ^{er} étage	353	15	556	3 dégagements totalisant 6 UP	3 dégagements totalisant 6 UP	RAS
Rez-de-chaussée	104	/	660	3 dégagements totalisant 7 UP	3 dégagements totalisant 7 UP	Voir prescription.

L'évacuation rapide du public en situation de handicap et/ou les solutions retenues pour leur évacuation différée n'ont pas été déterminées.

Cet établissement possède les équipements techniques suivants :

- un **désenfumage naturel des cages d'escaliers** au moyen d'exutoires de fumée de 1 m² de surface géométrique en partie haute. Leur ouverture est uniquement par commande manuelle située au niveau d'accès des secours ;
- une **installation de chauffage** par radiateurs à circulations d'eau chaude alimentés par une **sous-station** ;
- un dispositif de mise **hors tension** générale de l'installation électrique à l'exception des alimentations normales des installations de sécurité (éclairage de sécurité, SSI, extinction automatique, moyens d'alerte), inaccessible au public et facile à atteindre par les services de secours **situé à l'entrée principale** ;
- un éclairage de sécurité assurant la **fonction d'évacuation** au moyen de blocs d'éclairage autonomes ;
- un éclairage de sécurité assurant la **fonction d'anti-panique** au moyen de blocs d'éclairage autonomes ;
- un équipement d'alarme de **type 1 (DM uniquement - sans temporisation)** comprenant des déclencheurs manuels, des diffuseurs sonores et lumineux dans les sanitaires du RDC, relié au système de sécurité incendie de **catégorie A** du bâtiment 2 (bloc central) ;
- un **téléphone urbain** permettant l'alerte des sapeurs-pompiers non secouru ;
- des **extincteurs** à eau pulvérisée de 6 litres et des extincteurs appropriés aux risques particuliers ;
- des **robinets d'incendie armés**, répartis de telle façon que toute la surface des locaux puisse être atteinte par un jet de lance dans les locaux à risques courants et moyens, par deux jets de lance dans les locaux à risques importants.

La **défense extérieure contre l'incendie** est assurée par 2 Points d'Eau d'Incendie (PEI), assurant un débit global de 120 m³/h pendant deux heures, et du type poteau d'incendie de 100 - normalisé NF EN 14384 ou NF S 61-213 d'un débit minimum unitaire de 60 m³/h.

Données DESAUTEL – 13/12/2023 :

- PI n° 18 situés au Sud de l'IUT (175 m³/h à 1 bar, pression statique à 5,3 bars, 180 m³/h de pression maximale) ;

- PI n° 22 situé au Nord de l'IUT (117 m³/h à 1 bar, pression statique à 5 bars, 132 m³/h de pression maximale).

La **surveillance** organisée par le chef d'établissement est assurée par :

- des personnes désignées et entraînées à la mise en œuvre des moyens de secours ainsi que par le PC Sécurité du Campus des Cézeaux.

II- TEXTES APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT :

☞ Arrêté du 23 mars 1965 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

☞ Code de la construction et de l'habitation traitant de la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Articles R.143-1 à R.143-47, R.184-4 et R.184-5).

☞ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre premier, articles GN).

☞ Arrêté du 25 juin 1980 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (Deuxième partie - Livre II - Dispositions Générales, articles GE1 à MS75).

↳ Arrêté du 4 juin 1982 modifié relatif à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements d'enseignement et colonies de vacances (Dispositions Particulières - Type R).

Par ailleurs, les locaux réservés au personnel sont assujettis aux dispositions du Code du Travail, et plus particulièrement à sa Quatrième Partie, « santé et sécurité au travail », livre II, titre 1er « Obligations du maître d'ouvrage pour la conception des lieux de travail » et titre II « Obligations de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail ».

III- DÉTERMINATION DE L'EFFECTIF :

L'effectif des personnes susceptible d'être admis simultanément a été déterminé, lors de l'examen de l'autorisation de travaux n° AT 014 06 T 0006, par la sous-commission départementale de sécurité du 27/07/2006, en application de l'article R2, par la déclaration du chef d'établissement (ou du maître d'ouvrage) de la façon suivante :

EXPLOITATION	Effectif du public	Effectif du personnel	Total
2 ^e étage			188 personnes
1 ^{er} étage			368 personnes
Rez-de-chaussée			104 personnes
Sous-sol	/	/	/
	630	30	660 personnes

IV- CLASSEMENT :

Cet établissement isolé est classé en type **R** de la **3^{ème}** catégorie en application des articles R.143-18, R.143-19, GN1 et R1.

V- DOCUMENTS CONSULTÉS :

↳ L'exploitant déclare ne pas avoir réalisé de remplacement d'installation, d'aménagement ou d'agrandissement¹ ni de changement des conditions d'exploitation (activité ou effectif) nécessitant une demande d'autorisation de travaux au titre du CCH.

¹ sont exclus les travaux d'entretien, les travaux de réparation courante ou ceux de la remise en état d'un élément existant de construction ou d'équipement

↳ Concernant les vérifications techniques et consignes devant renseigner le registre de sécurité pour le contrôle périodique (art. R143-44, GE3 et MS48) :

Nature	Date du contrôle	Organisme Agréé ou Technicien Compétent	Observations
Porte automatique selon contrat par un technicien compétent (CO48§3e)	11/03/2024	TKE	- 2 portes.
Désenfumage annuelles par un technicien compétent (DF10§2)	18/04/2023	Sioule Sancy Incendie	2 observations.
Chauffage, ventilation, climatisation annuelles par un technicien compétent (CH39, CH58§2)	Contrat	DALKIA	Sous-station. Attestation non présentée.
Installations électriques annuelles par un technicien compétent (EL19) vérifications EL et EC	31/10/2023	GRETCO	8 observations dont 4 levées.
protection des travailleurs décret-14/11/1988 abrogé par décrets du 30 août 2010 annuelles par OA arrêtés du 26 décembre 2011 et du 30 avril 2012	31/10/2023	GRETCO	35 observations dont 16 levées.

Nature	Date du contrôle	Organisme Agréé ou Technicien Compétent	Observations
Éclairage de sécurité tous les mois (commande) et tous les 6 mois (autonomie) par l'exploitant (EC14§3)	23/04/2024	TC	Défaut d'autonomie.
Ascenseurs Quinquennales par OA (AS9)	21/05/2021	SOCOTEC	1 observation.
selon contrat par un technicien compétent (AS8)	Contrat	SCHINDLER	Attestation non présentée.
SSI A et B Triennales par OA (MS73§2)	18/04/2024	SOCOTEC	9 observations.
Annuelles par un technicien compétent (contrat MS68))	18/04/2024	Chubb	1 observation.
Extincteurs annuelles par un technicien compétent (MS73§2)	01/11/2023	EUROFEU	-
RIA annuelles par un technicien compétent (MS73§2)	01/11/2023	EUROFEU	-
Défense extérieure contre l'incendie privée Annuelles par un technicien compétent (MS73§2)	13/12/2023	DESAUTEL	PI n°18 privé : conforme. PI n°22 privé : conforme.

Nature	Observations
Consignes établies en cas d'incendie y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types d'handicap (GE3)	Affichées.
État du personnel chargé du service de sécurité (MS45, MS48)	PC sécurité.
Exercice d'évacuation : (MS51, MS67, R4227-39)	23/02/2024 - moins de 5 minutes.

VI- ESSAIS RÉALISÉS AU COURS DE LA VISITE :

Équipements	Localisation	Fonctionnement	Observations
Porte automatique ☞ ouverture en l'absence de source normale de l'alimentation électrique	Entrée principale.	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	2 portes.
Désenfumage d'escalier ☞ ouverture depuis une commande située au niveau bas de la cage	Escalier central.	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Commande à impulsion électrique fonctionne sous coupure EL11.
Coupure d'urgence de l'installation électrique ☞ maintien de l'alimentation normale des installations de sécurité		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Éclairage de sécurité ☞ d'évacuation		Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Quelques BAES hors service.
Système de sécurité incendie ☞ détection automatique ☞ déclencheur manuel ☞ alarme	Non concerné. Entrée principale.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	Sans temporisation.

Équipements	Localisation	Fonctionnement	Observations
↳ compartimentage	Recoupement des circulations.	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
↳ déverrouillage issues	Non concerné.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
↳ flashes lumineux	Sanitaires du RDC.	Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	
Téléphone/Moyen d'alerte ↳ fonctionnement en l'absence de source normale de l'alimentation électrique	Non testé.	Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/>	

VII- PRESCRIPTIONS :

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
R143.34 R143.37 GE6 à GE10	<p><u>Vérification des installations techniques et des moyens de secours :</u></p> <p>Faire procéder périodiquement en cours d'exploitation, aux opérations d'entretien et de vérification réglementaires des installations et équipements techniques, selon les dispositions du règlement de sécurité.</p> <p>Les organismes agréés (OA) devront établir un rapport conformément aux dispositions de l'article GE9 (rapport de vérification réglementaire après travaux, rapport de vérification réglementaire en exploitation, rapport de vérification réglementaire sur mise en demeure), lorsque leur intervention est prévue.</p> <p>Les techniciens compétents devront établir un rapport faisant apparaître, l'objet de la vérification avec le rappel de l'article réglementaire (voir ci-dessous), l'état de bon fonctionnement et d'entretien de l'installation, les éventuelles observations, le cachet de l'entreprise, la date, le nom et la signature du vérificateur.</p> <p>Rappel des périodicités :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ désenfumage : annuelle par un technicien compétent ; ➤ chauffage, ventilation : annuelle par un technicien compétent ; ➤ gaz : annuelle par un technicien compétent ; ➤ installations électriques : annuelle par un technicien compétent (réglementation ERP) et annuelle par un OA (protection des travailleurs) ;
DF10 CH39, CH58 GZ30 EL19	
AS9	<ul style="list-style-type: none"> ➤ ascenseurs : quinquennale par OA, selon contrat par un technicien compétent ;
MS68	<ul style="list-style-type: none"> ➤ SSI A et B : triennale par OA, annuelle par un technicien compétent (contrat) ;
MS73	<ul style="list-style-type: none"> ➤ extincteurs, RIA et autres : annuelle par un technicien compétent. <p>Reporter, sur le registre de sécurité, les dates des divers contrôles. Les éventuelles levées d'observation devront faire référence au rapport de vérification et aux numéros d'observation. Elles devront également faire apparaître le cachet de l'entreprise, la date, le nom et la signature du technicien ayant effectué les travaux.</p>
L122-3 R122-7	<p>Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux.</p>

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
R122-8	<p>Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles de sécurité.</p>
<p>R122-11 R143.22 GE2§1</p>	<p>Le dossier permettant de vérifier la conformité d'un établissement recevant le public avec les règles de sécurité tel que prévu à l'article R. 143-22 du code de la construction et de l'habitation doit contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> – L'imprimé Cerfa approprié à l'instruction : • <u>Dans le cas où les travaux ne sont pas assujettis à demande de permis de construire ou permis d'aménager :</u> <ul style="list-style-type: none"> – L'imprimé Cerfa n°13824 prévu pour demande d'autorisation de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public, déposée au titre de l'article L. 122-3 du code de la construction et de l'habitation (CCH). Le bordereau de dépôt des pièces à joindre à chaque demande d'autorisation précise les pièces utiles à l'instruction de la demande et à l'avis délivré par les autorités compétentes. • <u>Dans le cas où les travaux sont assujettis à demande de permis de construire ou permis d'aménager :</u> <ul style="list-style-type: none"> – L'imprimé Cerfa n°13409 de la demande de permis de construire permettant d'identifier la destination et l'engagement « solidité à froid » prévu par l'article 45 du décret du 8 mars 1995 – L'imprimé Cerfa relatif au dossier spécifique permettant de vérifier la conformité des établissements recevant du public aux règles de sécurité contre l'incendie et la panique. Le bordereau de dépôt des pièces à joindre à chaque demande d'autorisation précise les pièces utiles à l'instruction de la demande et à l'avis délivré par les autorités compétentes. – Une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité ; – Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir, d'une part, les conditions d'accessibilité des engins de secours, et plus particulièrement les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers, et, d'autre part, la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers ; – Afin de vérifier des points particuliers concernant le règlement de sécurité, des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment ; – Lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque point dérogatoire une fiche indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (références articles et libellé du point de la règle concernée), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et la justification des demandes (motivation et mesures compensatoires proposées) ; <p>En application du second principe de l'article GN 8, le dossier de sécurité devra également présenter la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap.</p> <p>Compte tenu des délais d'instruction prévus par le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation, <u>les dossiers doivent être déposés en mairie au moins 4 mois avant le début des travaux envisagés.</u></p>

ARTICLE	PRESCRIPTIONS PERMANENTES
CO35 CO45	En présence du public, maintenir les dégagements libres de tout dépôt ou encombrement et maintenir déverrouillé l'ensemble des issues, des issues de secours et des communications inter-salles.
CO38	Limitier à 19 personnes l'accès aux locaux ne disposant que d'une seule issue.

ARTICLE	PRESCRIPTIONS ANCIENNES MAINTENUES
	<u>Visite de contrôle du 25 septembre 2012</u> Avis favorable
R123.48 GN8	Prendre les mesures nécessaires pour l'évacuation des personnes en situation de handicap, en application du règlement de sécurité modifié par l'arrêté du 24 septembre 2009 et l'arrêté du 11 décembre 2009, dès la mise en conformité de l'établissement par rapport aux dispositions réglementaires relatives à l'obligation d'accessibilité aux personnes handicapées avant le 1 ^{er} janvier 2015. Les travaux ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation. Le dossier accompagnant la demande d'autorisation doit comprendre une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité, notamment la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap. Nota 2018 et 2021 : toujours d'actualité.
CO24 CO28	Obturer par un matériau coupe-feu les trous dans les parois ou planchers. Nota 2018 et 2021 : toujours d'actualité notamment dans les locaux techniques (passage canalisation EU ou EP) et électriques des étages.
	<u>Visite périodique du 14/05/2018</u>
CO38	S'assurer que les dégagements sont en nombre et en largeur suffisants au rez-de-chaussée. Lors de la visite, l'attention a été portée sur le fait que l'établissement possède 2 dégagements latéraux d'1 UP chacun, comptant chacun en nombre. Nota 2021 : il est constaté une non-conformité des dégagements du rez-de-chaussée. Une restructuration de cet ancien bâtiment est prévue mais actuellement non programmée : <ul style="list-style-type: none"> ➤ remettre en service la porte d'une UP (accès principal) ; ➤ lors de la restructuration créer une issue de 2 UP en partie basse de chacun des 2 escaliers (Nord et Sud).
	<u>Visite périodique et de réception du 18/05/2021</u> AT n° 014 13 G 0004
CO47	Déposer les anciennes consignes et placer, à chaque niveau à proximité des issues, des consignes conformes aux dispositions de l'article CO47.

ARTICLE	PRESCRIPTIONS NOUVELLES
GE9 R143.34	Effectuer les travaux afin de remédier aux observations notées sur les rapports de vérifications : <ul style="list-style-type: none"> ➤ des moyens de désenfumage ; ➤ des installations électriques ; ➤ des ascenseurs ; ➤ du SSI.

ARTICLE	PRESCRIPTIONS NOUVELLES
	Annexer les justificatifs à chaque rapport (levée d'observation).
EL18 EC13	Remettre en état de fonctionnement les blocs défectueux de l'éclairage de sécurité (fonctionnement des blocs et ampoules de veille).
CO24	Installer des ferme-portes sur les blocs-portes des salles, qui se situent de part et d'autre des recouvrements des circulations afin que les blocs-portes assurent l'étanchéité requise pour éviter la propagation des fumées d'une zone à l'autre en cas d'incendie.
CO24	S'assurer que les parties vitrées situées dans les dégagements horizontaux soient pare-flammes de degré ½ heure ; dans le cas contraire, y remédier le cas échéant.
CO38	Garantir l'évacuation par les 2 portes des salles de cours pouvant accueillir un effectif supérieur à 19 personnes (doter les portes de boutons moletés par exemple).
CO47	Déposer les dispositifs neutralisant l'action des ferme-portes. Si pour des raisons d'exploitation, certains blocs-portes doivent être maintenus en position d'ouverture, installer des dispositifs à fermeture automatique conformes aux dispositions de l'article CO47.
EL11	Interdire l'utilisation de fiches multiples, le nombre de prise de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles.

PROCÈS-VERBAL DE LA COMMISSION D'ARRONDISSEMENT DE SÉCURITÉ (CAS) DE CLERMONT-FERRAND CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP

CODE : E01400244-000
ÉTABLISSEMENT : UCA – CEZEAUX – IUT BATIMENT 2 INFORMATIQUE & R&T
ADRESSE : 5 avenue Blaise Pascal – Campus des Cézeaux
COMMUNE : 63170 AUBIERE
Suivi par : Agent préventionniste SDIS 63
Date de la visite en GV : 06/05/2024
Type de visite : Périodique

Remarques formulées en séance :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

☐ **NÉANT**

AVIS DE LA CAS DE CLERMONT-FERRAND :

En application des dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation, du Règlement de Sécurité dans les Établissements Recevant du Public et au regard des observations figurant dans le présent rapport du Groupe de Visite présenté par l'Officier de Prévention du Service Départemental d'Incendie et de Secours, rapporteur devant les membres, la commission d'arrondissement , réunie en séance plénière, émet un :

☒ **AVIS FAVORABLE** à la poursuite de l'exploitation

☐ **AVIS DÉFAVORABLE** à la poursuite de l'exploitation

RAPPEL DES OBLIGATIONS DU MAIRE :

1) Dans le cadre de son autorité de police, le Maire de la commune doit :

- notifier à l'exploitant par voie administrative ou lettre recommandée avec accusé de réception sa décision portant sur l'autorisation de fonctionnement prise par arrêté municipal, qui fixera, le cas échéant, la nature des travaux à réaliser ainsi que les délais d'exécution (R 143-23, R 143-39, R 143-42, R 143-45 du Code de la Construction et de l'Habitation). ;

- transmettre une ampliation de la décision à la Préfecture du département du Puy-de-Dôme.

2) Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification de l'établissement ne peuvent être exécutés qu'après autorisation délivrée par l'autorité administrative qui vérifie leur conformité à la réglementation par consultation de la sous-commission départementale de sécurité. Il en est de même en ce qui concerne les modifications d'exploitation, d'effectifs et ce même sans travaux.

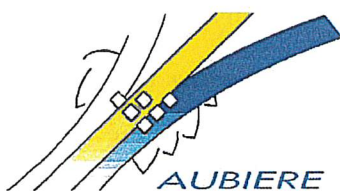
Cette autorisation ne peut être délivrée que si les travaux projetés sont conformes aux règles d'accessibilité et de sécurité (L 122-3 , R 122-7, R 122-8, R 122-11 du Code de la Construction et de l'Habitation).

Fait à Clermont-Ferrand, le 25 juin 2024

Le Président de la Commission
d'Arrondissement de Sécurité de Clermont-Ferrand



Geneviève PELIGRY



PL. M./Sa. S.

Envoyé en préfecture le 09/07/2024

Reçu en préfecture le 09/07/2024

Publié le



ID : 063-216300145-20240708-2024_16MENF-AR

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Le Maire de la Commune d'AUBIERE,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2212-2 ;
- VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles R. 123-1 à R. 123-55, R. 152-6 et R. 152-7 ;
- VU le décret n° 95-260 du 8 Mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Intérieur du 25 Juin 1980 modifié, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public (ERP) ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2021 0633 du 08 Avril 2021 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité, à ses sous-commissions spécialisées et aux Commissions d'Arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;
- CONSIDERANT l'avis **FAVORABLE** proposé par le Groupe de visite de la Commission d'Arrondissement de Sécurité en date du **06 Mai 2024** lors de la **visite périodique** ;
- CONSIDERANT l'avis **FAVORABLE** émis par la Commission d'Arrondissement pour la sécurité contre les risques d'Incendie et de panique dans les ERP & IGH lors de la séance plénière du **25 Juin 2024** concernant la **visite périodique**.

A R R Ê T Ê

**autorisant le maintien en fonctionnement d'un Etablissement Recevant du Public
«UCA – CEZEAUX – IUT BATIMENT 2 INFORMATIQUE ET R&T»**

ARTICLE I : - L'établissement dénommé « UCA – CEZEAUX – IUT BATIMENT 2 INFORMATIQUE ET R&T » sis 5 avenue Blaise Pascal – Campus des Cézeaux - à AUBIERE (63) classé en type R de la 3ème catégorie relevant de la réglementation des ERP est autorisé à poursuivre son exploitation ;

ARTICLE II : - Conformément à l'avis de la Commission d'Arrondissement de Sécurité, le délai fixé pour la prochaine visite périodique de l'établissement est prévu en **Mai 2027**.

ARTICLE III : - La poursuite d'exploitation est conditionnée par la réalisation, le cas échéant, après déclaration ou autorisation de travaux, des prescriptions émises par la Commission d'Arrondissement de Sécurité en date du **06 Mai 2024** dans les délais fixés ci-dessous :

^ **Prescriptions anciennes maintenues** : **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté

^ **Prescriptions nouvelles** : **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté

Transmettre à la Mairie d'AUBIERE, les justificatifs des travaux réalisés et ce avant le délai fixé ci-dessus

ARTICLE IV : - A la réalisation des prescriptions, ou, dans les cas, à l'expiration du (des) délai(s), l'exploitant tient informé le Maire afin qu'il puisse apprécier l'opportunité de solliciter le passage de la Commission de Sécurité.

ARTICLE V : - L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE VI : - Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipement, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE VII : - Conformément aux articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois, à compter de l'accomplissement des formalités de publicité. Il est également possible de former un recours administratif gracieux auprès de l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr ».

ARTICLE VIII : - La Directrice Générale des Services, le Commissaire de Police territorialement compétent, ainsi que l'exploitant de l'établissement susvisé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Envoyé en préfecture le 09/07/2024

Reçu en préfecture le 09/07/2024

Publié le

ID : 063-216300145-20240708-2024_16MENF-AR

Berger
Levrault

Fait à Aubière, le 08 Juillet 2024

Le Maire,
Par délégation du Maire

Claude AIGUESPARSES
Adjoint à l'Urbanisme

